



Union des travailleuses et travailleurs accidentés ou malades

Mémoire présenté à la  
Commission de l'économie et du travail

**Consultations particulières sur le projet de loi n° 149**  
*Loi bonifiant le régime de rentes du Québec et modifiant diverses dispositions  
législatives en matière de retraite*

27 novembre 2017



## I. Présentation

L'Union des travailleuses et travailleurs accidentés ou malades (**uttam**) est une organisation qui regroupe principalement des travailleuses et travailleurs non-syndiqués qui ont été victimes d'accidents et de maladies du travail dans les régions couvertes par le Grand Montréal (Montréal, Montérégie, Laval, Laurentides et Lanaudière). Elle regroupe également des organisations ouvrières préoccupées par la réparation des accidents et des maladies du travail.

L'**uttam** est une organisation sans but lucratif fondée en 1975 par et pour les travailleuses et les travailleurs accidentés ou malades. C'est une organisation autonome qui n'est ni financée par la CNÉSST, ni par le patronat.

Elle a comme principaux objectifs de regrouper les travailleuses et les travailleurs, de les informer et de défendre les droits des victimes d'accidents et de maladies du travail.

**uttam**  
2348 rue Hochelaga  
Montréal (Québec) H2K 1H8  
Téléphone : 514-527-3661  
Télécopie : 514-527-1153  
uttam@uttam.quebec  
www.uttam.quebec





## II. Introduction

Malgré le fait que notre organisation n'ait pas été invitée à se faire entendre lors de la consultation publique très restreinte qui se tiendra sur le projet de loi n° 149, l'**uttam** juge nécessaire d'intervenir sur quelques questions très spécifiques en lien avec la présente réforme du Régime de rentes du Québec.

Dans notre pratique quotidienne, en tant qu'organisme de défense de travailleuses et travailleurs accidentés ou malades qui sont souvent gravement handicapés, nous constatons l'impact que peut avoir une lésion professionnelle sur la rente de retraite du RRQ, tout comme les effets d'une déclaration d'invalidé par Retraite Québec sur cette même rente de retraite. Nous remarquons que le projet de loi est silencieux sur ces questions, ce qui aurait comme conséquence de maintenir les injustices actuelles, mais également de les aggraver dans certains cas, comme nous le verrons. Pour nous, la situation actuelle étant déjà grandement injuste, l'aggraver la rendrait tout simplement inacceptable.

Bien que nous ne traiterons pas de l'ensemble du projet de loi, nous tenons quand même à souligner que nous accueillons avec satisfaction le fait que le gouvernement du Québec ait mis de côté ses projets d'augmenter l'âge de la retraite anticipée ou d'introduire un facteur de longévité, projets qui auraient pu avoir un impact important sur les travailleuses et les travailleurs occupant un travail pénible. Également, bien que largement insuffisants, car nous demandions une bonification supérieure du taux de remplacement du revenu, nous reconnaissons que les bonifications de la rente de retraite proposées dans le projet de loi sont quand même une amélioration par rapport à la situation actuelle pour plusieurs travailleuses et travailleurs. Nous déplorons toutefois que l'alignement en cette matière sur le régime canadien n'ait pas été accompagné du rehaussement de la mesure de retranchement du calcul de la rente des périodes de faibles gains pour la faire passer de 15% à 17% des mois cotisables.

Tel que déjà indiqué, nous nous limiterons donc dans le présent mémoire aux deux questions spécifiques précédemment mentionnées. Nous ferons d'abord des commentaires sur la rente de retraite pour les travailleuses et travailleurs invalides. Nous aborderons ensuite le traitement réservé, par le Régime de rentes, aux victimes d'accidents et de maladies du travail.



### III. La rente de retraite des travailleuses et travailleurs invalides

Nous avons été très surpris de constater que le projet de loi n° 149 n'aborde pas la question de la rente de retraite pour les travailleuses et les travailleurs qui sont devenus invalides, particulièrement dans un contexte où la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) a rendu un avis déclarant que la situation actuelle est discriminatoire<sup>1</sup> quelques semaines seulement après la tenue de la consultation publique sur l'avenir du RRQ en janvier dernier.

L'article 120.2 de la *Loi sur le régime de rentes du Québec* (LRRQ) fait en sorte qu'une travailleuse ou un travailleur déclaré invalide par Retraite Québec voit sa rente de retraite amputée de la même façon et dans la même proportion que si elle avait pris sa retraite avant 65 ans. Par exemple, une travailleuse déclarée invalide à 60 ans verra sa rente de retraite amputée de 36% (0,6% par mois pendant cinq ans), tout comme si elle avait pris une retraite anticipée à l'âge de 60 ans; son taux de remplacement du revenu dans le régime actuel passe ainsi de 25% à 16%.

Le projet de loi n'arrangerait pas les choses puisque les régimes supplémentaires qui y sont créés doivent être capitalisés à 100%. Une personne invalide n'y contribuant pas, elle n'en tirera aucun bénéfice.

Nous sommes d'avis que cette pénalité créée par l'article 120.2 de la loi est injustifiée. Doit-on rappeler que l'invalidité est accordée pour des raisons médicales qui empêchent la personne d'occuper son emploi et que cela n'a strictement rien à voir avec un choix personnel. Le volet « assurantiel » du RRQ devrait protéger le revenu de retraite de ces personnes qui ont eu la malchance de devenir invalide pendant leur vie active.

En plus d'être injustifiée, la CDPDJ a récemment déterminé que la disposition contenue à la LRRQ depuis 1997 est discriminatoire et contrevient à la *Charte des droits et libertés de la personne*. En effet, selon la Commission, le fait d'appliquer sans compensation la même pénalité aux personnes qui ont reçu des prestations d'invalidité entre

---

<sup>1</sup> CDPDJ, *Avis concernant la pénalité à la rente de retraite versée en vertu du régime de rentes du Québec que subissent les personnes qui reçoivent une rente d'invalidité en vertu du même régime*, Document adopté à la 638<sup>e</sup> séance de la Commission, tenue le 24 février 2017, par sa résolution COM-638-5.1.1, 2017, 16 pages.

60 et 65 ans qu'à celles qui ont anticipé leur retraite constitue une atteinte au droit à la reconnaissance et à l'exercice, sans discrimination, du droit à la sauvegarde de la dignité et du droit à des mesures d'assistance financière des personnes concernées. Cette pratique contrevient donc à la Charte et, selon la CDPDJ, cette disposition législative discriminatoire devrait être abrogée.

À l'instar de la CDPDJ, nous estimons que les règles prévoyant qu'une personne déclarée invalide voit sa rente de retraite amputée de la même façon et dans la même proportion que si elle avait pris sa retraite avant 65 ans devraient être abrogées. Nous sommes donc d'avis que le projet de loi n° 149 devrait être amendé en conséquence.



## IV. Contribution des victimes de lésions professionnelles au Régime

La loi actuelle ne permet pas aux victimes d'accidents et de maladies du travail de contribuer au Régime de rentes du Québec et cela même si la CNÉSST utilise les cotisations normalement versées à ce régime pour calculer le revenu net retenu qui sert à déterminer le montant de l'indemnité de remplacement du revenu qui leur est versée.

En effet, l'article 45 LRRQ ne permet d'utiliser qu'un revenu de travail afin de déterminer le salaire admissible. Une telle règle exclut les indemnités de remplacement du revenu (IRR) versées par la CNÉSST. Toutefois, les périodes où les IRR sont versées font quand même partie de la période cotisable, sauf dans les cas où le versement d'une pleine IRR dure pour une période d'au moins 24 mois consécutifs<sup>2</sup>. Les travailleuses et travailleurs accidentés sont donc souvent pénalisés puisque ces périodes sont considérées comme des mois cotisables sans qu'aucune cotisation ne soit versée. Ceci entraîne évidemment une diminution du montant de la rente versée par le RRQ.

L'impact est encore plus grand pour les travailleuses et les travailleurs victimes d'accidents et de maladies du travail qui, à cause de leur lésion, doivent occuper un nouvel emploi moins rémunérateur (appelé emploi convenable). En effet, lorsque ces personnes occupent ce nouvel emploi, elles ont droit au versement d'une IRR réduite qui compense la différence entre leur pleine IRR et le salaire net déterminé par la CNÉSST pour l'emploi convenable. Cette indemnité peut être versée pendant de nombreuses années, voire plusieurs décennies.

Le projet de loi n° 149 ne touche pas la question des cotisations au Régime de rentes pendant un arrêt de travail causé par une lésion professionnelle et ce, malgré que l'on nous dise depuis de nombreuses années, de consultation en consultation, qu'il faudrait envisager cette possibilité. Ainsi, les travailleuses et travailleurs accidentés ou malades seraient encore pénalisés à cause de leur arrêt de travail.

---

<sup>2</sup> Une période d'au moins 24 mois consécutifs ne veut pas dire que deux ans seront retranchés de la période cotisable. En effet, l'article 101 LRRQ prévoit que « *La période cotisable ne comprend aucun mois [...] compris dans une période d'indemnité du cotisant, si ce mois est lui-même compris dans une année pour laquelle ses gains admissibles non ajustés ne sont pas supérieurs à son exemption personnelle [...]* » et l'article 96.3 stipule que « *Une période d'indemnité consiste en une suite d'au moins 24 mois d'indemnité [...]* ». Ainsi, malgré un arrêt de travail du 1<sup>er</sup> juin 2013 au 1<sup>er</sup> août 2015 (plus de 24 mois), seule l'année 2014 sera retirée de la période cotisable puisque les gains en 2013 et 2015 auront été supérieurs à l'exemption personnelle de 3 500 \$.

Mais il y a pire. Les régimes supplémentaires créés par le projet de loi (bonification de la rente de 8,33% du régime de base et création d'une rente de 33,33% sur l'excédent du MGA du régime de base jusqu'à 114% de ce MGA) ne seraient pas assujettis au retranchement des périodes de versement d'une pleine IRR d'au moins 24 mois consécutifs, ni à la règle générale du régime de base qui prévoit le retranchement de 15% des mois de faibles gains.

La situation actuelle fait en sorte que les victimes d'accidents et de maladies du travail se trouvent dans une situation désavantageuse par rapport à celle des autres travailleuses et travailleurs; le projet de loi aggraverait ce désavantage.

Comme on peut le voir dans les tableaux suivants (on retrouve les calculs à l'annexe 1), l'impact d'une lésion professionnelle sur une rente de retraite peut être assez important. Ces exemples sont basés sur les paramètres utilisés dans l'exemple de calcul de la rente de retraite fait par Retraite Québec et qu'elle publie à chaque année (document 036-RRQ-2016 01-F).

Le tableau 1 illustre la situation d'une travailleuse si elle avait eu, dès son entrée sur le marché du travail, un emploi très bien rémunéré, atteignant rapidement le maximum des revenus de travail admissibles, et un parcours d'emploi stable.

**Tableau 1**

<b>Situation d'une travailleuse avec un historique d'emploi stable</b>	<b>Rente actuelle</b>	<b>Rente bonifiée</b>
Sans accident du travail	1 070 \$	1 512 \$
Accident du travail occasionnant un arrêt de travail de 22 mois	1 066 \$	1 498 \$
Accident du travail occasionnant un arrêt de travail de 3 ans	1 068 \$	1 494 \$
Accident du travail occasionnant un arrêt de travail de 22 mois, suivi d'une période d'occupation d'un emploi convenable pendant 18 ans	826 \$	1 135 \$
Accident du travail occasionnant l'inemployabilité	1 068 \$	1 335 \$

On peut constater dans cet exemple avec un historique d'emploi stable et un salaire élevé dès l'âge de 18 ans, que l'on retrouve rarement dans la réalité, que l'impact d'une

lésion professionnelle est relativement faible avec le régime actuel (de 2 \$ à 4 \$ mensuellement), sauf dans le cas où la travailleuse occupe un emploi convenable pendant une période prolongée où la perte mensuelle est de 244 \$ (nous reviendrons sur cette question plus loin). Cet impact est faible parce que le RRQ prévoit une mesure de pondération d'application générale qui permet de retrancher du calcul 15% des années où les gains ont été les plus faibles. Ainsi, dans cet exemple de Retraite Québec où la travailleuse a commencé à travailler dès l'âge de 18 ans à des salaires élevés et a vécu une très bonne stabilité d'emploi, il y avait peu d'années de faibles gains.

On remarque toutefois que l'adoption du projet de loi augmenterait cet impact de façon assez importante dans toutes les situations, notamment à cause de la non-application de la clause de retranchement du 15% des années où les gains ont été les plus faibles pour les régimes supplémentaires. Par exemple, dans le cas où il y a un arrêt de travail de 22 mois, on parle d'une diminution de la rente mensuelle par rapport à la situation sans accident du travail qui augmente de 4 \$ à 14 \$. On remarque que les deux situations avec un arrêt de travail de plus de deux ans consécutifs sont plus touchés que les autres à cause de la non application de la clause de retranchement des périodes de versement d'une pleine IRR d'au moins 24 mois consécutifs (la perte mensuelle passe de 2 \$ à 18 \$ pour l'arrêt de travail de trois ans, alors qu'elle augmente de 2 \$ à 177 \$ dans le cas d'inemployabilité).

Soulignons que pour une personne n'ayant pas accès à un régime complémentaire de retraite (c'est le cas de près de 65% des travailleuses et travailleurs), chaque « cenne » compte au moment de la retraite et une perte mensuelle de 2 \$, 4 \$ ou 18 \$ fait déjà très mal : perdre 177 \$ par mois, c'est catastrophique!

Le tableau 2 illustre la situation de la même travailleuse si elle avait eu, de façon plus réaliste dès son arrivée sur le marché du travail, un historique d'emploi plus instable avec des salaires moins élevés en début de carrière.

**Tableau 2**

<b>Situation d'une travailleuse avec un historique d'emploi instable en début de carrière</b>	<b>Rente actuelle</b>	<b>Rente bonifiée</b>
Sans accident du travail	1 009 \$	1 399 \$
Accident du travail occasionnant un arrêt de travail de 22 mois	976 \$	1 347 \$
Accident du travail occasionnant un arrêt de travail de 3 ans	996 \$	1 355 \$
Accident du travail occasionnant un arrêt de travail de 22 mois, suivi d'une période d'occupation d'un emploi convenable pendant 18 ans	691 \$	924 \$
Accident du travail occasionnant l'inemployabilité	884 \$	1 067 \$

On voit avec cet exemple plus réaliste que la situation actuelle peut faire en sorte que la survenance d'une lésion professionnelle ait un impact plus important sur la rente de retraite. Par exemple, une personne qui a un arrêt de travail de 22 mois doit subir une diminution de sa rente mensuelle de 4 \$ en situation de stabilité d'emploi tout au long de sa carrière (tableau 1) alors que cette diminution s'établit à 33 \$ en situation d'instabilité d'emploi en début de carrière (tableau 2). Plus les périodes d'indemnité de remplacement du revenu versées par la CNÉSST sont longues, plus la travailleuse ou le travailleur risque d'être pénalisé à sa retraite, particulièrement lorsque la personne a vécu certaines périodes d'instabilité d'emploi. Une victime de lésions professionnelles ayant subi trois, cinq ou sept arrêts de travail de moins de 24 mois chacun pendant sa vie active risque de voir sa rente de retraite considérablement réduite.

L'impact sera moins important si la lésion professionnelle rend la travailleuse ou le travailleur incapable d'exercer son emploi pendant une période d'au moins 24 mois consécutifs car cette période n'est pas comptabilisée dans la période cotisable. Mais malgré cette mesure, si la période d'incapacité se prolonge de façon importante, comme dans les cas de travailleuses ou travailleurs déclarés inemployables par la CNÉSST, l'impact peut être assez important, particulièrement si la personne a vécu certaines périodes d'instabilité de revenu d'emploi (rente diminuée de 125 \$ dans l'exemple 2 comparativement à 2 \$ dans l'exemple 1).

Le projet de loi aggraverait de façon considérable la situation actuelle dans tous les cas. Par exemple, dans notre cas d'inemployabilité, on parle d'une rente diminuée de 332 \$ par mois par rapport à la situation sans accident du travail.

On peut aussi observer qu'avec le régime actuel, l'occupation d'un emploi convenable suite à une lésion professionnelle, avec le versement d'une IRR réduite par la CNÉSST, a un impact majeur à cause de la durée de la situation, peu importe que la personne ait eu un parcours professionnel instable ou non. Rappelons que ces périodes font toujours partie des années cotisables. Dans notre exemple, au tableau 1, cela fait passer la rente de retraite de 1 070 \$ à 826 \$ par mois (une diminution de 244 \$) alors que dans la situation de la travailleuse au tableau 2, elle passe de 1 009 \$ à 691 \$ par mois (une diminution de 318 \$). Cette diminution serait encore plus marquée si la période de versement de l'indemnité de remplacement du revenu réduite versée par la CNÉSST se prolongeait sur 30 ou 40 ans.

Loin de corriger la situation des travailleuses et des travailleurs qui reçoivent une indemnité réduite de la CNÉSST, le projet de loi l'aggrave. En effet, dans notre exemple d'une personne ayant eu une stabilité d'emploi (tableau 1), cela ferait passer la rente de retraite de 1 512 \$ à 1 135 \$ par mois (une diminution de 377 \$) alors que dans la situation de la travailleuse ayant vécue une instabilité d'emploi en début de carrière (tableau 2), la rente subirait une diminution en passant de 1 399 \$ à 924 \$ par mois (une diminution de 475 \$). Cette travailleuse subirait donc une diminution mensuelle de près de 500 \$, soit plus du tiers de sa rente, alors qu'elle a continué, faut-il le rappeler, à travailler pendant 18 ans après un accident du travail qui n'a nécessité que 22 mois d'arrêt de travail. C'est absolument honteux!

On peut donc constater **dans tous les cas** que :

1. La survenance d'une lésion professionnelle a toujours un impact sur la rente de retraite du RRQ dans le régime actuel;
2. Cet impact persiste malgré l'existence des règles actuelles permettant de retrancher du calcul le 15% des périodes avec de faibles gains ainsi que les périodes d'arrêt de travail de plus de 24 mois consécutifs indemnisés par la CNÉSST;
3. L'impact d'une lésion professionnelle est toujours plus grand lorsque l'historique d'emploi est instable, ce qui n'est pas une situation d'exception, et qui le sera de moins en moins si l'on se fie aux tendances en ce qui a trait à l'emploi

- atypique, tout comme pour le phénomène de l'entrée sur le marché du travail à temps plein de plus en plus tardive causé par l'allongement des études;
4. Le projet de loi n° 149 aggrave la situation puisque les régimes supplémentaires qui sont créés ne sont pas assujettis aux mesures de retranchement du régime de base (15% des mois de faibles gains et arrêt de travail de 24 mois consécutifs).

Face à de tels constats, on se demande pourquoi le projet de loi est silencieux sur cette question. Il est en effet difficile de comprendre pourquoi tolère-t-on encore le fait que les victimes d'accidents et de maladies du travail doivent subir un préjudice important au moment de leur retraite à cause d'une lésion professionnelle? Nous pensons qu'il est temps de corriger cette situation.

Cette demande n'a rien de farfelue puisque même la CNÉSST était du même avis au début des années 1980. En effet, lors de la rédaction de l'avant-projet de loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, elle projetait de corriger la situation en intégrant la disposition suivante à la loi :

*Le bénéficiaire d'une indemnité de remplacement du revenu contribue au régime des rentes prévu par la Loi sur le régime des rentes du Québec (chapitre R-9) comme s'il continuait à travailler. La Commission prélève sur cette indemnité la part du travailleur et assume celle de l'employeur.*

*Le revenu brut retenu pour le calcul de l'indemnité de remplacement du revenu est réputé être, pour les fins d'application de la Loi sur le régime des rentes du Québec, un salaire admissible.<sup>3</sup>*

Notons qu'il était également prévu que le calcul du revenu net permettant d'établir l'indemnité de remplacement du revenu était modifié pour prendre en compte ce changement afin d'éviter que la CNÉSST calcule deux fois la déduction pour le RRQ. En effet, la prise en compte de la déduction découlant de la *Loi sur le régime des rentes du Québec* était éliminée du calcul du revenu net :

---

<sup>3</sup> CSST, *Avant-projet de loi sur la réparation des lésions professionnelles*, 15 août 1981, a. 42.

*L'indemnité de remplacement du revenu est égale annuellement au revenu net du travailleur.*

*Ce revenu net est calculé comme suit : le revenu brut du travailleur mais en excluant les revenus ne provenant pas d'un emploi moins les déductions pondérées par tranches de revenus découlant de la Loi sur les impôts, la Loi des impôts et la Loi de l'assurance chômage en tenant compte de la situation familiale de ce travailleur. [...]<sup>4</sup>*

La CNÉSST justifiait ainsi sa position :

*[...] le travailleur se retrouve alors dans la même situation que s'il avait continué à travailler. On évite ici qu'il subisse un autre préjudice du fait de sa lésion. Par conséquent, le travailleur pourrait continuer à contribuer aux régimes publics d'assurance sociale (régime des rentes du Québec, assurance-chômage) et en retirer les avantages, le cas échéant, comme s'il avait continué à travailler. [...] Il faut cependant souligner que si cette recommandation peut se réaliser sans obstacle majeur au plan provincial, il peut en être autrement lorsqu'il s'agit d'organismes fédéraux comme la Commission de l'assurance-chômage. On croit quand même que des négociations devraient être entreprises avec le gouvernement fédéral, mais en cas d'échec, la partie de la recommandation touchant le gouvernement provincial devrait au moins pouvoir être réalisée alors que la partie touchant le gouvernement fédéral pourrait être abandonnée.<sup>5</sup>*

Malgré le fait que, selon la CNÉSST, ces changements pourraient « *se réaliser sans obstacle majeur au plan provincial* », les travailleuses et les travailleurs accidentés ou malades attendent toujours 35 ans plus tard...

Soulignons qu'encore récemment, le Comité consultatif du travail et de la main d'œuvre (CCTM), qui regroupe les principales associations syndicales et patronales du Québec, constatait l'existence du problème dans un avis acheminé à la ministre responsable du Travail en juin 2017 sur la modernisation du régime de santé et de sécurité du travail et recommandait que des mécanismes soient mis en place afin de corriger le problème.

---

<sup>4</sup> CSST, *Avant-projet de loi sur la réparation des lésions professionnelles*, 15 août 1981, a. 33.

<sup>5</sup> CSST, *Avant-projet de loi sur la réparation des lésions professionnelles*, 15 août 1981, annexe aux notes explicatives.

La situation est d'autant plus difficile à comprendre quand on sait que la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* prévoit qu'une victime de lésion professionnelle qui travaille dans une entreprise offrant un régime de retraite peut continuer d'y contribuer pendant son arrêt de travail et que l'employeur (ou la CNÉSST dans certains cas) doit également y verser la contribution patronale. Aucun régime de retraite en entreprise ne peut refuser de recevoir ces contributions. Notons que dans les cas graves, cette contribution au régime de retraite complémentaire peut se faire pendant des décennies lorsque que la personne est en arrêt de travail<sup>6</sup>.

Pourquoi des régimes de retraite privés sont-ils tenus de permettre la participation pendant un arrêt de travail pour une lésion professionnelle alors que ce n'est pas le cas pour notre régime **public**.

Il est plus que temps que le RRQ soit soumis aux mêmes règles que les régimes privés et de mettre fin à cette injustice que vivent les travailleuses et les travailleurs accidentés ou malades.

Nous estimons que la *Loi sur le régime de rentes du Québec* ainsi que la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* doivent être amendées afin de prévoir que les victimes d'accidents et de maladies du travail contribuent au Régime de rentes du Québec. Nous sommes d'avis que le législateur doit saisir l'occasion actuelle qui lui est offerte pour régler le problème une fois pour toute.

À cet effet, il faudrait que le projet de loi n° 149 soit amendé afin de prévoir des mesures pour que :

- a. Retraite Québec considère que le revenu brut retenu par la CNÉSST pour le calcul de l'indemnité de remplacement du revenu est réputé être, pour les fins d'application de la *Loi sur le régime de rentes du Québec*, un gain de travail admissible. Dans le cas où la CNÉSST verse une indemnité de remplacement

---

<sup>6</sup> L'article 116 LATMP prévoit que « *Le travailleur qui, en raison d'une lésion professionnelle, est atteint d'une invalidité visée dans l'article 93 a droit de continuer à participer au régime de retraite offert dans l'établissement où il travaillait au moment de sa lésion.*

*Dans ce cas, ce travailleur paie sa part des cotisations exigibles, s'il y a lieu, et la Commission assume celle de l'employeur, sauf pendant la période où ce dernier est tenu d'assumer sa part en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 235. »*



du revenu réduite, ce revenu brut est réduit selon le cas, soit du revenu brut retenu que la travailleuse ou le travailleur pourrait tirer de l'emploi convenable déterminé par la CNÉSST, soit du revenu brut tiré du nouvel emploi, soit du taux de réduction de l'indemnité de remplacement du revenu prévu par la loi à cause de l'âge<sup>7</sup>.

- b. La CNÉSST cesse de prendre en compte la déduction découlant de la *Loi sur le régime de rentes du Québec* pour calculer le revenu net;
- c. La CNÉSST prélève sur l'indemnité de remplacement du revenu la contribution au RRQ de la travailleuse ou du travailleur;
- d. La CNÉSST verse, à même le fonds d'accidents, la contribution au RRQ de l'employeur.

Ceci permettrait de corriger une injustice flagrante et placerait, en toute équité, les travailleuses et les travailleurs victimes de lésions professionnelles sur le même pied que l'ensemble des travailleuses et travailleurs du Québec. De plus, dans un contexte où le Régime de rentes a, semble-t-il, besoin de toutes les contributions possibles afin de se consolider financièrement, nous comprenons mal qu'on ne veuille pas des contributions des travailleuses et travailleurs victimes de lésions professionnelles et de leur employeur.

---

<sup>7</sup> La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* prévoit trois situations menant à une réduction de l'indemnité de remplacement du revenu : lorsqu'il y a détermination d'un emploi convenable (a. 49), lorsqu'un nouvel emploi est occupé (a. 52) ou lorsque la travailleuse ou le travailleur atteint 65 ans (a. 56).

## V. Conclusion

Bien que largement insuffisants, les changements proposés dans le projet de loi n° 149 sont quand même une amélioration par rapport à la situation actuelle pour plusieurs travailleuses et travailleurs.

Toutefois, les travailleuses et travailleurs victimes d'accidents et de maladies du travail, déjà pénalisés par le régime actuel parce qu'ils n'ont pas le droit de contribuer au RRQ, seraient encore plus désavantagés si ce projet de loi était adopté tel quel. Nous sommes d'avis que le temps est venu de mettre fin à cette injustice.

Nous trouvons également particulièrement odieux que l'on ne saisisse pas l'occasion de cette réforme majeure pour mettre fin à la discrimination qui vise les travailleuses et les travailleurs invalides. En effet, le fait d'appliquer sans compensation la même pénalité aux personnes qui ont reçu des prestations d'invalidité entre 60 et 65 ans qu'à celles qui ont anticipé leur retraite constitue une atteinte au droit à la reconnaissance et à l'exercice, sans discrimination, du droit à la sauvegarde de la dignité et du droit à des mesures d'assistance financière des personnes concernées. Cette pratique contrevient donc à la *Charte des droits et libertés de la personne* et, selon la CDPDJ, cette disposition législative discriminatoire devrait être abrogée.

Nous sommes d'avis que les recommandations que nous formulons permettraient de mettre fin à certaines injustices générées par le Régime de rentes du Québec, tout en améliorant la protection offerte aux travailleuses et aux travailleurs qui est actuellement déficiente, et nous espérons que le législateur en tiendra compte dans le cadre de l'actuelle réforme du Régime.

## **Annexe 1 – Impacts pour les victimes de lésions professionnelles**

Afin d'illustrer l'impact que peut avoir une lésion professionnelle sur la rente de retraite, nous avons fait quelques simulations. Les exemples qui suivent sont basés sur les paramètres utilisés dans l'exemple de calcul de la rente de retraite fait par Retraite Québec et qu'elle publie à chaque année (document 036-RRQ-2016 01-F).

Nous avons adapté les données de cet exemple de Retraite Québec, qui explique le calcul d'une rente pour une retraite prise en décembre 2016.

Afin de pouvoir mesurer les impacts de la bonification proposée dans le projet de loi, nous avons appliqué les régimes supplémentaires prévus (bonification de 8,33% sur le MGA du régime de base et de 33,33% sur l'excédent jusqu'à 114% du MGA) comme si ces régimes existaient depuis la création du RRQ en 1966.

Dans les exemples qui suivent, nous sommes en présence d'une travailleuse née en décembre 1951, qui a demandé une rente de retraite à 65 ans et qui a eu droit à sa rente en janvier 2017. Elle a commencé à cumuler des revenus de travail admissibles en 1969 à l'âge de 18 ans. Elle est célibataire et n'a aucune personne à charge.

Dans les exemples 1 à 5, nous avons gardé les revenus d'emploi de l'exemple de Retraite Québec pour les premières années puisqu'elles démontrent une très bonne stabilité en emploi. Pour les années qui atteignent le MGA, nous avons ajouté un supplément aux revenus se situant entre 105 et 113% du MGA afin de mesurer les effets de la réforme créant le régime supplémentaire.

Dans les exemples 6 à 10, les mêmes paramètres utilisés dans les exemples précédents ont été conservés, mais nous avons modifié les salaires de l'exemple de Retraite Québec pour les douze premières années de carrière afin d'avoir une situation d'instabilité d'emploi un peu plus grande ainsi que des salaires un peu plus réalistes en début de carrière. Il est en effet extrêmement rare de voir une travailleuse de 22 ans occuper un emploi stable lui procurant un salaire dépassant le maximum annuel des gains admissibles, comme c'est le cas dans l'exemple de Retraite Québec.

## Historique d'emploi stable

## Exemple 1 : travailleuse sans accident du travail (exemple 036-RRQ-2016 01-F de Retraite Québec adapté)

Année	IRR (CNÉSST)	Revenus de travail admissibles	Maximum des revenus de travail (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus de travail annuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus mensuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Excédent de 100% à 114% du MGA ajustés (régime supplémentaire 2)	Mois de période cotisable	Mois retranchés 15% (régime de base)	Revenus de travail retranchés: 15% (régime de base)
1969		433 \$ #	5 200 \$	4 370 \$	4 370 \$	0 \$	1		
1970		4 225 \$ *	5 300 \$	41 804 \$	3 484 \$	0 \$	12	12	41 804 \$
1971		4 422 \$ *	5 400 \$	42 943 \$	3 579 \$	0 \$	12	12	42 943 \$
1972		0 \$ *	5 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12	12	0 \$
1973		6 000 \$	5 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	889 \$	12		
1974		6 900 \$	6 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	2 384 \$	12		
1975		7 800 \$	7 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	2 835 \$	12		
1976		8 800 \$	8 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 159 \$	12		
1977		9 900 \$	9 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 383 \$	12		
1978		11 200 \$	10 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 034 \$	12		
1979		6 702 \$ *	11 700 \$	30 039 \$	2 503 \$	0 \$	12	12	30 039 \$
1980		14 200 \$	13 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 403 \$	12		
1981		16 000 \$	14 700 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 638 \$	12		
1982		18 000 \$	16 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 767 \$	12		
1983		20 100 \$	18 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 535 \$	12		
1984		22 600 \$	20 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 538 \$	12		
1985		25 900 \$	23 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	5 603 \$	12		
1986		23 466 \$ *	25 800 \$	47 696 \$	3 975 \$	0 \$	12	12	47 696 \$
1987		24 113 \$ *	25 900 \$	48 822 \$	4 068 \$	0 \$	12		
1988		25 232 \$ *	26 500 \$	49 931 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1989		26 101 \$ *	27 700 \$	49 413 \$	4 118 \$	0 \$	12		
1990		27 332 \$ *	28 900 \$	49 595 \$	4 133 \$	0 \$	12		
1991		29 954 \$ *	30 500 \$	51 501 \$	4 292 \$	0 \$	12		
1992		31 250 \$ *	32 200 \$	50 893 \$	4 241 \$	0 \$	12		
1993		31 782 \$ *	33 400 \$	49 900 \$	4 158 \$	0 \$	12		
1994		32 751 \$ *	34 400 \$	49 926 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1995		36 900 \$	34 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 005 \$	12		
1996		33 333 \$ *	35 400 \$	49 378 \$	4 115 \$	0 \$	12		
1997		38 300 \$	35 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 662 \$	12		
1998		33 825 \$ *	36 900 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12	12	48 070 \$
1999		34 283 \$ *	37 400 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12	12	48 070 \$
2000		40 600 \$	37 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 184 \$	12		
2001		42 100 \$	38 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	5 203 \$	12		
2002		35 842 \$ *	39 100 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2003		36 575 \$ *	39 900 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12	1	4 006 \$
2004		37 125 \$ *	40 500 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2005		37 675 \$ *	41 100 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2006		40 000 \$ *	42 100 \$	49 824 \$	4 152 \$	0 \$	12		
2007		48 000 \$	43 700 \$	52 440 \$	4 370 \$	5 160 \$	12		
2008		50 700 \$	44 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 774 \$	12		
2009		52 300 \$	46 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 796 \$	12		
2010		53 300 \$	47 200 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 777 \$	12		
2011		54 500 \$	48 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 731 \$	12		
2012		57 000 \$	50 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	7 222 \$	12		
2013		57 700 \$	51 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 773 \$	12		
2014		59 300 \$	52 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 792 \$	12		
2015		60 500 \$	53 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 751 \$	12		
2016		57 000 \$ #	54 900 \$	48 070 \$	4 370 \$	2 006 \$	11		
<b>Totaux</b>				<b>2 313 523,34 \$</b>		<b>123 003,91 \$</b>	<b>564</b>	<b>85</b>	<b>262 626,20 \$</b>

Rente de base (25%):	1 070,41 \$
Rente supplémentaire 1 (8,33%):	356,66 \$
Rente supplémentaire 2 jusqu'à 114% MGA (33,33%):	85,41 \$
<b>Rente totale:</b>	<b>1 512,48 \$</b>

\* Indique que les revenus de travail n'ont pas atteint le MGA du régime de base pour l'année.

# Correspond au maximum des gains admissibles pour les mois cotisables.

### Historique d'emploi stable

#### Exemple 2 : travailleuse avec accident du travail occasionnant un arrêt de travail de 22 mois

Année	IRR (CNÉSST)	Revenus de travail admissibles	Maximum des revenus de travail (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus de travail annuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus mensuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Excédent de 100% à 114% du MGA ajustés (régime supplémentaire 2)	Mois de période cotisable	Mois retranchés 15% (régime de base)	Revenus de travail retranchés: 15% (régime de base)
1969		433 \$ #	5 200 \$	4 370 \$	4 370 \$	0 \$	1		
1970		4 225 \$ *	5 300 \$	41 804 \$	3 484 \$	0 \$	12	12	41 804 \$
1971		4 422 \$ *	5 400 \$	42 943 \$	3 579 \$	0 \$	12	12	42 943 \$
1972		0 \$ *	5 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12	12	0 \$
1973		6 000 \$	5 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	889 \$	12		
1974		6 900 \$	6 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	2 384 \$	12		
1975		7 800 \$	7 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	2 835 \$	12		
1976		8 800 \$	8 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 159 \$	12		
1977		9 900 \$	9 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 383 \$	12		
1978		11 200 \$	10 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 034 \$	12		
1979		6 702 \$ *	11 700 \$	30 039 \$	2 503 \$	0 \$	12	12	30 039 \$
1980		14 200 \$	13 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 403 \$	12		
1981		16 000 \$	14 700 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 638 \$	12		
1982		18 000 \$	16 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 767 \$	12		
1983		20 100 \$	18 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 535 \$	12		
1984		22 600 \$	20 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 538 \$	12		
1985		25 900 \$	23 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	5 603 \$	12		
1986		23 466 \$ *	25 800 \$	47 696 \$	3 975 \$	0 \$	12	12	47 696 \$
1987		24 113 \$ *	25 900 \$	48 822 \$	4 068 \$	0 \$	12		
1988		25 232 \$ *	26 500 \$	49 931 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1989		26 101 \$ *	27 700 \$	49 413 \$	4 118 \$	0 \$	12		
1990		27 332 \$ *	28 900 \$	49 595 \$	4 133 \$	0 \$	12		
1991		29 954 \$ *	30 500 \$	51 501 \$	4 292 \$	0 \$	12		
1992		31 250 \$ *	32 200 \$	50 893 \$	4 241 \$	0 \$	12		
1993		31 782 \$ *	33 400 \$	49 900 \$	4 158 \$	0 \$	12		
1994		32 751 \$ *	34 400 \$	49 926 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1995		36 900 \$	34 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 005 \$	12		
1996		33 333 \$ *	35 400 \$	49 378 \$	4 115 \$	0 \$	12		
1997		38 300 \$	35 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 662 \$	12		
1998		33 825 \$ *	36 900 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
1999		34 283 \$ *	37 400 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2000		40 600 \$	37 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 184 \$	12		
2001		42 100 \$	38 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	5 203 \$	12		
2002		35 842 \$ *	39 100 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2003		36 575 \$ *	39 900 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12	1	4 006 \$
2004		37 125 \$ *	40 500 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2005		37 675 \$ *	41 100 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2006		40 000 \$ *	42 100 \$	49 824 \$	4 152 \$	0 \$	12		
2007	25 704 \$	3 642 \$ *	43 700 \$	4 370 \$	364 \$	0 \$	12	12	4 370 \$
2008	26 218 \$	3 742 \$ *	44 900 \$	4 370 \$	364 \$	0 \$	12	12	4 370 \$
2009		52 300 \$	46 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 796 \$	12		
2010		53 300 \$	47 200 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 777 \$	12		
2011		54 500 \$	48 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 731 \$	12		
2012		57 000 \$	50 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	7 222 \$	12		
2013		57 700 \$	51 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 773 \$	12		
2014		59 300 \$	52 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 792 \$	12		
2015		60 500 \$	53 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 751 \$	12		
2016		57 000 \$ #	54 900 \$	48 070 \$	4 370 \$	2 006 \$	11		
<b>Totaux</b>				<b>2 217 383,34 \$</b>		<b>111 069,93 \$</b>	<b>564</b>	<b>85</b>	<b>175 226,67 \$</b>

Rente de base (25%):	1 065,84 \$
Rente supplémentaire 1 (8,33%):	355,14 \$
Rente supplémentaire 2 jusqu'à 114% MGA (33,33%):	77,12 \$
<b>Rente totale:</b>	<b>1 498,11 \$</b>

\* Indique que les revenus de travail n'ont pas atteint le MGA du régime de base pour l'année.

# Correspond au maximum des gains admissibles pour les mois cotisables.

### Historique d'emploi stable

#### Exemple 3 : travailleuse avec accident du travail occasionnant un arrêt de travail de 3 ans

Année	IRR (CNÉSST)	Revenus de travail admissibles	Maximum des revenus de travail (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus de travail annuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus mensuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Excédent de 100% à 114% du MGA ajustés (régime supplémentaire 2)	Mois de période cotisable	Mois retranchés 15% (régime de base)	Revenus de travail retranchés: 15% (régime de base)
1969		433 \$ #	5 200 \$	4 370 \$	4 370 \$	0 \$	1		
1970		4 225 \$ *	5 300 \$	41 804 \$	3 484 \$	0 \$	12	12	41 804 \$
1971		4 422 \$ *	5 400 \$	42 943 \$	3 579 \$	0 \$	12	12	42 943 \$
1972		0 \$ *	5 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12	12	0 \$
1973		6 000 \$	5 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	889 \$	12		
1974		6 900 \$	6 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	2 384 \$	12		
1975		7 800 \$	7 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	2 835 \$	12		
1976		8 800 \$	8 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 159 \$	12		
1977		9 900 \$	9 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 383 \$	12		
1978		11 200 \$	10 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 034 \$	12		
1979		6 702 \$ *	11 700 \$	30 039 \$	2 503 \$	0 \$	12	12	30 039 \$
1980		14 200 \$	13 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 403 \$	12		
1981		16 000 \$	14 700 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 638 \$	12		
1982		18 000 \$	16 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 767 \$	12		
1983		20 100 \$	18 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 535 \$	12		
1984		22 600 \$	20 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 538 \$	12		
1985		25 900 \$	23 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	5 603 \$	12		
1986		23 466 \$ *	25 800 \$	47 696 \$	3 975 \$	0 \$	12	12	47 696 \$
1987		24 113 \$ *	25 900 \$	48 822 \$	4 068 \$	0 \$	12		
1988		25 232 \$ *	26 500 \$	49 931 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1989		26 101 \$ *	27 700 \$	49 413 \$	4 118 \$	0 \$	12		
1990		27 332 \$ *	28 900 \$	49 595 \$	4 133 \$	0 \$	12		
1991		29 954 \$ *	30 500 \$	51 501 \$	4 292 \$	0 \$	12		
1992		31 250 \$ *	32 200 \$	50 893 \$	4 241 \$	0 \$	12		
1993		31 782 \$ *	33 400 \$	49 900 \$	4 158 \$	0 \$	12		
1994		32 751 \$ *	34 400 \$	49 926 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1995		36 900 \$	34 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 005 \$	12		
1996		33 333 \$ *	35 400 \$	49 378 \$	4 115 \$	0 \$	12		
1997		38 300 \$	35 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 662 \$	12		
1998		33 825 \$ *	36 900 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12	12	48 070 \$
1999		34 283 \$ *	37 400 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12	8	32 046 \$
2000		40 600 \$	37 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 184 \$	12		
2001		42 100 \$	38 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	5 203 \$	12		
2002		35 842 \$ *	39 100 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2003		36 575 \$ *	39 900 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2004		37 125 \$ *	40 500 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2005		37 675 \$ *	41 100 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2006		40 000 \$ *	42 100 \$	49 824 \$	4 152 \$	0 \$	12		
2007	28 041 \$	0 \$ *	43 700 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2008	28 602 \$	0 \$ *	44 900 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2009	29 317 \$	0 \$ *	46 300 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2010		53 300 \$	47 200 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 777 \$	12		
2011		54 500 \$	48 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 731 \$	12		
2012		57 000 \$	50 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	7 222 \$	12		
2013		57 700 \$	51 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 773 \$	12		
2014		59 300 \$	52 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 792 \$	12		
2015		60 500 \$	53 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 751 \$	12		
2016		57 000 \$ #	54 900 \$	48 070 \$	4 370 \$	2 006 \$	11		
<b>Totaux</b>				<b>2 156 203,34 \$</b>		<b>104 274,24 \$</b>	<b>528</b>	<b>80</b>	<b>242 597,19 \$</b>

Rente de base (25%):	1 067,86 \$
Rente supplémentaire 1 (8,33%):	354,00 \$
Rente supplémentaire 2 jusqu'à 114% MGA (33,33%):	72,41 \$
<b>Rente totale:</b>	<b>1 494,26 \$</b>

\* Indique que les revenus de travail n'ont pas atteint le MGA du régime de base pour l'année.

# Correspond au maximum des gains admissibles pour les mois cotisables.

**Historique d'emploi stable**

**Exemple 4 : travailleuse avec accident du travail occasionnant un arrêt de travail de 22 mois, suivi d'une période d'occupation d'un emploi convenable pendant 18 ans**

Année	IRR (CNÉST)	Revenus de travail admissibles	Maximum des revenus de travail (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus de travail annuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus mensuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Excédent de 100% à 114% du MGA ajustés (régime supplémentaire 2)	Mois de période cotisable	Mois retranchés 15% (régime de base)	Revenus de travail retranchés: 15% (régime de base)
1969		433 \$ #	5 200 \$	4 370 \$	4 370 \$	0 \$	1		
1970		4 225 \$ *	5 300 \$	41 804 \$	3 484 \$	0 \$	12		
1971		4 422 \$ *	5 400 \$	42 943 \$	3 579 \$	0 \$	12		
1972		0 \$ *	5 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12	12	0 \$
1973		6 000 \$	5 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	889 \$	12		
1974		6 900 \$	6 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	2 384 \$	12		
1975		7 800 \$	7 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	2 835 \$	12		
1976		8 800 \$	8 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 159 \$	12		
1977		9 900 \$	9 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 383 \$	12		
1978		11 200 \$	10 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 034 \$	12		
1979		6 702 \$ *	11 700 \$	30 039 \$	2 503 \$	0 \$	12		
1980		14 200 \$	13 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 403 \$	12		
1981		16 000 \$	14 700 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 638 \$	12		
1982		18 000 \$	16 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 767 \$	12		
1983		20 100 \$	18 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 535 \$	12		
1984		22 600 \$	20 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 538 \$	12		
1985		25 900 \$	23 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	5 603 \$	12		
1986		23 466 \$ *	25 800 \$	47 696 \$	3 975 \$	0 \$	12		
1987		24 113 \$ *	25 900 \$	48 822 \$	4 068 \$	0 \$	12		
1988		25 232 \$ *	26 500 \$	49 931 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1989		26 101 \$ *	27 700 \$	49 413 \$	4 118 \$	0 \$	12		
1990		27 332 \$ *	28 900 \$	49 595 \$	4 133 \$	0 \$	12		
1991		29 954 \$ *	30 500 \$	51 501 \$	4 292 \$	0 \$	12		
1992		31 250 \$ *	32 200 \$	50 893 \$	4 241 \$	0 \$	12		
1993		31 782 \$ *	33 400 \$	49 900 \$	4 158 \$	0 \$	12		
1994		32 751 \$ *	34 400 \$	49 926 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1995		36 900 \$	34 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 005 \$	12		
1996		33 333 \$ *	35 400 \$	49 378 \$	4 115 \$	0 \$	12		
1997	17 841 \$	5 967 \$ *	35 800 \$	8 740 \$	728 \$	0 \$	12	12	8 740 \$
1998	21 816 \$	0 \$ *	36 900 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12	12	0 \$
1999	9 636 \$	15 110 \$ *	37 400 \$	21 186 \$	1 766 \$	0 \$	12		
2000	9 790 \$	14 750 \$ *	37 600 \$	20 572 \$	1 714 \$	0 \$	12		
2001	10 035 \$	14 391 \$ *	38 300 \$	19 704 \$	1 642 \$	0 \$	12	12	19 704 \$
2002	10 336 \$	14 599 \$ *	39 100 \$	19 580 \$	1 632 \$	0 \$	12	12	19 580 \$
2003	10 501 \$	15 016 \$ *	39 900 \$	19 735 \$	1 645 \$	0 \$	12		
2004	10 838 \$	15 225 \$ *	40 500 \$	19 714 \$	1 643 \$	0 \$	12	1	1 643 \$
2005	11 022 \$	15 538 \$ *	41 100 \$	19 825 \$	1 652 \$	0 \$	12		
2006	11 275 \$	15 851 \$ *	42 100 \$	19 744 \$	1 645 \$	0 \$	12		
2007	11 512 \$	16 163 \$ *	43 700 \$	19 396 \$	1 616 \$	0 \$	12	12	19 396 \$
2008	11 742 \$	16 685 \$ *	44 900 \$	19 487 \$	1 624 \$	0 \$	12	12	19 487 \$
2009	12 036 \$	17 728 \$ *	46 300 \$	20 079 \$	1 673 \$	0 \$	12		
2010	12 084 \$	18 770 \$ *	47 200 \$	20 854 \$	1 738 \$	0 \$	12		
2011	12 289 \$	19 813 \$ *	48 300 \$	21 511 \$	1 793 \$	0 \$	12		
2012	12 634 \$	20 126 \$ *	50 100 \$	21 066 \$	1 756 \$	0 \$	12		
2013	12 861 \$	20 647 \$ *	51 100 \$	21 188 \$	1 766 \$	0 \$	12		
2014	12 977 \$	21 169 \$ *	52 500 \$	21 145 \$	1 762 \$	0 \$	12		
2015	13 210 \$	21 586 \$ *	53 600 \$	21 119 \$	1 760 \$	0 \$	12		
2016	12 255 \$	20 169 \$ *	54 900 \$	19 266 \$	1 751 \$	0 \$	11		
<b>Totaux</b>				<b>1 671 839,19 \$</b>		<b>48 172,49 \$</b>	<b>564</b>	<b>85</b>	<b>88 549,14 \$</b>

Rente de base (25%):	826,35 \$
Rente supplémentaire 1 (8,33%):	275,34 \$
Rente supplémentaire 2 jusqu'à 114% MGA (33,33%):	33,45 \$
<b>Rente totale:</b>	<b>1 135,14 \$</b>

\* Indique que les revenus de travail n'ont pas atteint le MGA du régime de base pour l'année.

# Correspond au maximum des gains admissibles pour les mois cotisables.

### Historique d'emploi stable

#### Exemple 5 : travailleuse avec accident du travail occasionnant l'inemployabilité

Année	IRR (CNÉST)	Revenus de travail admissibles	Maximum des revenus de travail (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus de travail annuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus mensuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Excédent de 100% à 114% du MGA ajustés (régime supplémentaire 2)	Mois de période cotisable	Mois retranchés 15% (régime de base)	Revenus de travail retranchés: 15% (régime de base)
1969		433 \$ #	5 200 \$	4 370 \$	4 370 \$	0 \$	1		
1970		4 225 \$ *	5 300 \$	41 804 \$	3 484 \$	0 \$	12	12	41 804 \$
1971		4 422 \$ *	5 400 \$	42 943 \$	3 579 \$	0 \$	12	12	42 943 \$
1972		0 \$ *	5 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12	12	0 \$
1973		6 000 \$	5 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	889 \$	12		
1974		6 900 \$	6 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	2 384 \$	12		
1975		7 800 \$	7 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	2 835 \$	12		
1976		8 800 \$	8 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 159 \$	12		
1977		9 900 \$	9 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 383 \$	12		
1978		11 200 \$	10 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 034 \$	12		
1979		6 702 \$ *	11 700 \$	30 039 \$	2 503 \$	0 \$	12	12	30 039 \$
1980		14 200 \$	13 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 403 \$	12		
1981		16 000 \$	14 700 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 638 \$	12		
1982		18 000 \$	16 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 767 \$	12		
1983		20 100 \$	18 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 535 \$	12		
1984		22 600 \$	20 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 538 \$	12		
1985		25 900 \$	23 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	5 603 \$	12		
1986		23 466 \$ *	25 800 \$	47 696 \$	3 975 \$	0 \$	12	1	3 975 \$
1987		24 113 \$ *	25 900 \$	48 822 \$	4 068 \$	0 \$	12		
1988		25 232 \$ *	26 500 \$	49 931 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1989		26 101 \$ *	27 700 \$	49 413 \$	4 118 \$	0 \$	12		
1990		27 332 \$ *	28 900 \$	49 595 \$	4 133 \$	0 \$	12		
1991		29 954 \$ *	30 500 \$	51 501 \$	4 292 \$	0 \$	12		
1992		31 250 \$ *	32 200 \$	50 893 \$	4 241 \$	0 \$	12		
1993		31 782 \$ *	33 400 \$	49 900 \$	4 158 \$	0 \$	12		
1994		32 751 \$ *	34 400 \$	49 926 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1995		36 900 \$	34 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 005 \$	12		
1996		33 333 \$ *	35 400 \$	49 378 \$	4 115 \$	0 \$	12		
1997	21 409 \$	0 \$ *	35 800 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
1998	21 816 \$	0 \$ *	36 900 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
1999	22 012 \$	0 \$ *	37 400 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2000	22 364 \$	0 \$ *	37 600 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2001	22 923 \$	0 \$ *	38 300 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2002	23 611 \$	0 \$ *	39 100 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2003	23 989 \$	0 \$ *	39 900 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2004	24 756 \$	0 \$ *	40 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2005	25 177 \$	0 \$ *	41 100 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2006	25 756 \$	0 \$ *	42 100 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2007	26 297 \$	0 \$ *	43 700 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2008	26 823 \$	0 \$ *	44 900 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2009	27 494 \$	0 \$ *	46 300 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2010	27 604 \$	0 \$ *	47 200 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2011	28 073 \$	0 \$ *	48 300 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2012	28 859 \$	0 \$ *	50 100 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2013	29 378 \$	0 \$ *	51 100 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2014	29 643 \$	0 \$ *	52 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2015	30 176 \$	0 \$ *	53 600 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2016	27 994 \$	0 \$ *	54 900 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
<b>Totaux</b>				<b>1 297 929,13 \$</b>		<b>48 172,49 \$</b>	<b>325</b>	<b>49</b>	<b>118 759,83 \$</b>

Rente de base (25%):	1 068,09 \$
Rente supplémentaire 1 (8,33%):	233,59 \$
Rente supplémentaire 2 jusqu'à 114% MGA (33,33%):	33,45 \$
<b>Rente totale:</b>	<b>1 335,13 \$</b>

\* Indique que les revenus de travail n'ont pas atteint le MGA du régime de base pour l'année.

# Correspond au maximum des gains admissibles pour les mois cotisables.



### Historique d'emploi instable en début de carrière Exemple 6 : travailleuse sans accident du travail

Année	IRR (CNÉSST)	Revenus de travail admissibles	Maximum des revenus de travail (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus de travail annuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus mensuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Excédent de 100% à 114% du MGA ajustés (régime supplémentaire 2)	Mois de période cotisable	Mois retranchés 15% (régime de base)	Revenus de travail retranchés: 15% (régime de base)
1969		100 \$ *	5 200 \$	1 008 \$	1 008 \$	0 \$	1	1	1 008 \$
1970		1 600 \$ *	5 300 \$	15 831 \$	1 319 \$	0 \$	12	12	15 831 \$
1971		1 700 \$ *	5 400 \$	16 509 \$	1 376 \$	0 \$	12	12	16 509 \$
1972		0 \$ *	5 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12	12	0 \$
1973		1 900 \$ *	5 900 \$	16 887 \$	1 407 \$	0 \$	12	12	16 887 \$
1974		2 500 \$ *	6 600 \$	19 864 \$	1 655 \$	0 \$	12	12	19 864 \$
1975		2 400 \$ *	7 400 \$	17 008 \$	1 417 \$	0 \$	12	12	17 008 \$
1976		3 500 \$ *	8 300 \$	22 113 \$	1 843 \$	0 \$	12	12	22 113 \$
1977		4 100 \$ *	9 300 \$	23 119 \$	1 927 \$	0 \$	12		
1978		4 600 \$ *	10 400 \$	23 195 \$	1 933 \$	0 \$	12		
1979		6 702 \$ *	11 700 \$	30 039 \$	2 503 \$	0 \$	12		
1980		9 100 \$ *	13 100 \$	36 428 \$	3 036 \$	0 \$	12		
1981		12 700 \$ *	14 700 \$	45 305 \$	3 775 \$	0 \$	12		
1982		16 500 \$	16 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1983		18 500 \$	18 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1984		20 800 \$	20 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1985		23 400 \$	23 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1986		23 466 \$ *	25 800 \$	47 696 \$	3 975 \$	0 \$	12		
1987		24 113 \$ *	25 900 \$	48 822 \$	4 068 \$	0 \$	12		
1988		25 232 \$ *	26 500 \$	49 931 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1989		26 101 \$ *	27 700 \$	49 413 \$	4 118 \$	0 \$	12		
1990		27 332 \$ *	28 900 \$	49 595 \$	4 133 \$	0 \$	12		
1991		29 954 \$ *	30 500 \$	51 501 \$	4 292 \$	0 \$	12		
1992		31 250 \$ *	32 200 \$	50 893 \$	4 241 \$	0 \$	12		
1993		31 782 \$ *	33 400 \$	49 900 \$	4 158 \$	0 \$	12		
1994		32 751 \$ *	34 400 \$	49 926 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1995		36 900 \$	34 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 005 \$	12		
1996		33 333 \$ *	35 400 \$	49 378 \$	4 115 \$	0 \$	12		
1997		38 300 \$	35 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 662 \$	12		
1998		33 825 \$ *	36 900 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
1999		34 283 \$ *	37 400 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2000		40 600 \$	37 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 184 \$	12		
2001		42 100 \$	38 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	5 203 \$	12		
2002		35 842 \$ *	39 100 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2003		36 575 \$ *	39 900 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2004		37 125 \$ *	40 500 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2005		37 675 \$ *	41 100 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2006		40 000 \$ *	42 100 \$	49 824 \$	4 152 \$	0 \$	12		
2007		48 000 \$	43 700 \$	52 440 \$	4 370 \$	5 160 \$	12		
2008		50 700 \$	44 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 774 \$	12		
2009		52 300 \$	46 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 796 \$	12		
2010		53 300 \$	47 200 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 777 \$	12		
2011		54 500 \$	48 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 731 \$	12		
2012		57 000 \$	50 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	7 222 \$	12		
2013		57 700 \$	51 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 773 \$	12		
2014		59 300 \$	52 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 792 \$	12		
2015		60 500 \$	53 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 751 \$	12		
2016		57 000 \$ #	54 900 \$	48 070 \$	4 370 \$	2 006 \$	11		
<b>Totaux</b>				<b>2 042 153,88 \$</b>		<b>77 836,58 \$</b>	<b>564</b>	<b>85</b>	<b>109 220,21 \$</b>

Rente de base (25%):	1 008,84 \$
Rente supplémentaire 1 (8,33%):	336,14 \$
Rente supplémentaire 2 jusqu'à 114% MGA (33,33%):	54,05 \$
<b>Rente totale:</b>	<b>1 399,03 \$</b>

\* Indique que les revenus de travail n'ont pas atteint le MGA du régime de base pour l'année.

# Correspond au maximum des gains admissibles pour les mois cotisables.

### Historique d'emploi instable en début de carrière

#### Exemple 7 : travailleuse avec accident du travail occasionnant un arrêt de travail de 22 mois

Année	IRR (CNÉSST)	Revenus de travail admissibles	Maximum des revenus de travail (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus de travail annuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus mensuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Excédent de 100% à 114% du MGA ajustés (régime supplémentaire 2)	Mois de période cotisable	Mois retranchés 15% (régime de base)	Revenus de travail retranchés: 15% (régime de base)
1969		100 \$ *	5 200 \$	1 008 \$	1 008 \$	0 \$	1	1	1 008 \$
1970		1 600 \$ *	5 300 \$	15 831 \$	1 319 \$	0 \$	12	12	15 831 \$
1971		1 700 \$ *	5 400 \$	16 509 \$	1 376 \$	0 \$	12	12	16 509 \$
1972		0 \$ *	5 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12	12	0 \$
1973		1 900 \$ *	5 900 \$	16 887 \$	1 407 \$	0 \$	12	12	16 887 \$
1974		2 500 \$ *	6 600 \$	19 864 \$	1 655 \$	0 \$	12		
1975		2 400 \$ *	7 400 \$	17 008 \$	1 417 \$	0 \$	12	12	17 008 \$
1976		3 500 \$ *	8 300 \$	22 113 \$	1 843 \$	0 \$	12		
1977		4 100 \$ *	9 300 \$	23 119 \$	1 927 \$	0 \$	12		
1978		4 600 \$ *	10 400 \$	23 195 \$	1 933 \$	0 \$	12		
1979		6 702 \$ *	11 700 \$	30 039 \$	2 503 \$	0 \$	12		
1980		9 100 \$ *	13 100 \$	36 428 \$	3 036 \$	0 \$	12		
1981		12 700 \$ *	14 700 \$	45 305 \$	3 775 \$	0 \$	12		
1982		16 500 \$	16 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1983		18 500 \$	18 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1984		20 800 \$	20 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1985		23 400 \$	23 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1986		23 466 \$ *	25 800 \$	47 696 \$	3 975 \$	0 \$	12		
1987		24 113 \$ *	25 900 \$	48 822 \$	4 068 \$	0 \$	12		
1988		25 232 \$ *	26 500 \$	49 931 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1989		26 101 \$ *	27 700 \$	49 413 \$	4 118 \$	0 \$	12		
1990		27 332 \$ *	28 900 \$	49 595 \$	4 133 \$	0 \$	12		
1991		29 954 \$ *	30 500 \$	51 501 \$	4 292 \$	0 \$	12		
1992		31 250 \$ *	32 200 \$	50 893 \$	4 241 \$	0 \$	12		
1993		31 782 \$ *	33 400 \$	49 900 \$	4 158 \$	0 \$	12		
1994		32 751 \$ *	34 400 \$	49 926 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1995		36 900 \$	34 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 005 \$	12		
1996		33 333 \$ *	35 400 \$	49 378 \$	4 115 \$	0 \$	12		
1997		38 300 \$	35 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 662 \$	12		
1998		33 825 \$ *	36 900 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
1999		34 283 \$ *	37 400 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2000		40 600 \$	37 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 184 \$	12		
2001		42 100 \$	38 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	5 203 \$	12		
2002		35 842 \$ *	39 100 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2003		36 575 \$ *	39 900 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2004		37 125 \$ *	40 500 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2005		37 675 \$ *	41 100 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2006		40 000 \$ *	42 100 \$	49 824 \$	4 152 \$	0 \$	12		
2007	25 704 \$	3 642 \$ *	43 700 \$	4 370 \$	364 \$	0 \$	12	12	4 370 \$
2008	26 218 \$	3 742 \$ *	44 900 \$	4 370 \$	364 \$	0 \$	12	12	4 370 \$
2009		52 300 \$	46 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 796 \$	12		
2010		53 300 \$	47 200 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 777 \$	12		
2011		54 500 \$	48 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 731 \$	12		
2012		57 000 \$	50 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	7 222 \$	12		
2013		57 700 \$	51 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 773 \$	12		
2014		59 300 \$	52 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 792 \$	12		
2015		60 500 \$	53 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 751 \$	12		
2016		57 000 \$ #	54 900 \$	48 070 \$	4 370 \$	2 006 \$	11		
<b>Totaux</b>				<b>1 946 013,88 \$</b>		<b>65 902,60 \$</b>	<b>564</b>	<b>85</b>	<b>75 983,32 \$</b>

Rente de base (25%):	976,01 \$
Rente supplémentaire 1 (8,33%):	325,21 \$
Rente supplémentaire 2 jusqu'à 114% MGA (33,33%):	45,76 \$
<b>Rente totale:</b>	<b>1 346,97 \$</b>

\* Indique que les revenus de travail n'ont pas atteint le MGA du régime de base pour l'année.

# Correspond au maximum des gains admissibles pour les mois cotisables.

**Historique d'emploi instable en début de carrière**  
**Exemple 8 : travailleuse avec accident du travail occasionnant un arrêt de travail de 3 ans**

Année	IRR (CNÉSST)	Revenus de travail admissibles	Maximum des revenus de travail (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus de travail annuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus mensuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Excédent de 100% à 114% du MGA ajustés (régime supplémentaire 2)	Mois de période cotisable	Mois retranchés 15% (régime de base)	Revenus de travail retranchés: 15% (régime de base)
1969		100 \$ *	5 200 \$	1 008 \$	1 008 \$	0 \$	1	1	1 008 \$
1970		1 600 \$ *	5 300 \$	15 831 \$	1 319 \$	0 \$	12	12	15 831 \$
1971		1 700 \$ *	5 400 \$	16 509 \$	1 376 \$	0 \$	12	12	16 509 \$
1972		0 \$ *	5 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12	12	0 \$
1973		1 900 \$ *	5 900 \$	16 887 \$	1 407 \$	0 \$	12	12	16 887 \$
1974		2 500 \$ *	6 600 \$	19 864 \$	1 655 \$	0 \$	12	12	19 864 \$
1975		2 400 \$ *	7 400 \$	17 008 \$	1 417 \$	0 \$	12	12	17 008 \$
1976		3 500 \$ *	8 300 \$	22 113 \$	1 843 \$	0 \$	12	7	12 899 \$
1977		4 100 \$ *	9 300 \$	23 119 \$	1 927 \$	0 \$	12		
1978		4 600 \$ *	10 400 \$	23 195 \$	1 933 \$	0 \$	12		
1979		6 702 \$ *	11 700 \$	30 039 \$	2 503 \$	0 \$	12		
1980		9 100 \$ *	13 100 \$	36 428 \$	3 036 \$	0 \$	12		
1981		12 700 \$ *	14 700 \$	45 305 \$	3 775 \$	0 \$	12		
1982		16 500 \$	16 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1983		18 500 \$	18 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1984		20 800 \$	20 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1985		23 400 \$	23 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1986		23 466 \$ *	25 800 \$	47 696 \$	3 975 \$	0 \$	12		
1987		24 113 \$ *	25 900 \$	48 822 \$	4 068 \$	0 \$	12		
1988		25 232 \$ *	26 500 \$	49 931 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1989		26 101 \$ *	27 700 \$	49 413 \$	4 118 \$	0 \$	12		
1990		27 332 \$ *	28 900 \$	49 595 \$	4 133 \$	0 \$	12		
1991		29 954 \$ *	30 500 \$	51 501 \$	4 292 \$	0 \$	12		
1992		31 250 \$ *	32 200 \$	50 893 \$	4 241 \$	0 \$	12		
1993		31 782 \$ *	33 400 \$	49 900 \$	4 158 \$	0 \$	12		
1994		32 751 \$ *	34 400 \$	49 926 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1995		36 900 \$	34 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 005 \$	12		
1996		33 333 \$ *	35 400 \$	49 378 \$	4 115 \$	0 \$	12		
1997		38 300 \$	35 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 662 \$	12		
1998		33 825 \$ *	36 900 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
1999		34 283 \$ *	37 400 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2000		40 600 \$	37 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	4 184 \$	12		
2001		42 100 \$	38 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	5 203 \$	12		
2002		35 842 \$ *	39 100 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2003		36 575 \$ *	39 900 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2004		37 125 \$ *	40 500 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2005		37 675 \$ *	41 100 \$	48 070 \$	4 006 \$	0 \$	12		
2006		40 000 \$ *	42 100 \$	49 824 \$	4 152 \$	0 \$	12		
2007	28 041 \$	0 \$ *	43 700 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2008	28 602 \$	0 \$ *	44 900 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2009	29 317 \$	0 \$ *	46 300 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2010		53 300 \$	47 200 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 777 \$	12		
2011		54 500 \$	48 300 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 731 \$	12		
2012		57 000 \$	50 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	7 222 \$	12		
2013		57 700 \$	51 100 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 773 \$	12		
2014		59 300 \$	52 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 792 \$	12		
2015		60 500 \$	53 600 \$	52 440 \$	4 370 \$	6 751 \$	12		
2016		57 000 \$ #	54 900 \$	48 070 \$	4 370 \$	2 006 \$	11		
<b>Totaux</b>				<b>1 884 833,88 \$</b>		<b>59 106,92 \$</b>	<b>528</b>	<b>80</b>	<b>100 006,35 \$</b>

<b>Rente de base (25%):</b>	<b>996,00 \$</b>
<b>Rente supplémentaire 1 (8,33%):</b>	<b>318,11 \$</b>
<b>Rente supplémentaire 2 jusqu'à 114% MGA (33,33%):</b>	<b>41,04 \$</b>
<b>Rente totale:</b>	<b>1 355,15 \$</b>

\* Indique que les revenus de travail n'ont pas atteint le MGA du régime de base pour l'année.

# Correspond au maximum des gains admissibles pour les mois cotisables.

### Historique d'emploi instable en début de carrière

#### Exemple 9 : travailleuse avec accident du travail occasionnant un arrêt de travail de 22 mois, suivi d'une période d'occupation d'un emploi convenable pendant 18 ans

Année	IRR (CNÉST)	Revenus de travail admissibles	Maximum des revenus de travail (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus de travail annuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus mensuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Excédent de 100% à 114% du MGA ajustés (régime supplémentaire 2)	Mois de période cotisable	Mois retranchés 15% (régime de base)	Revenus de travail retranchés: 15% (régime de base)
1969		100 \$ *	5 200 \$	1 008 \$	1 008 \$	0 \$	1	1	1 008 \$
1970		1 600 \$ *	5 300 \$	15 831 \$	1 319 \$	0 \$	12	12	15 831 \$
1971		1 700 \$ *	5 400 \$	16 509 \$	1 376 \$	0 \$	12	12	16 509 \$
1972		0 \$ *	5 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12	12	0 \$
1973		1 900 \$ *	5 900 \$	16 887 \$	1 407 \$	0 \$	12	12	16 887 \$
1974		2 500 \$ *	6 600 \$	19 864 \$	1 655 \$	0 \$	12		
1975		2 400 \$ *	7 400 \$	17 008 \$	1 417 \$	0 \$	12	12	17 008 \$
1976		3 500 \$ *	8 300 \$	22 113 \$	1 843 \$	0 \$	12		
1977		4 100 \$ *	9 300 \$	23 119 \$	1 927 \$	0 \$	12		
1978		4 600 \$ *	10 400 \$	23 195 \$	1 933 \$	0 \$	12		
1979		6 702 \$ *	11 700 \$	30 039 \$	2 503 \$	0 \$	12		
1980		9 100 \$ *	13 100 \$	36 428 \$	3 036 \$	0 \$	12		
1981		12 700 \$ *	14 700 \$	45 305 \$	3 775 \$	0 \$	12		
1982		16 500 \$	16 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1983		18 500 \$	18 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1984		20 800 \$	20 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1985		23 400 \$	23 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1986		23 466 \$ *	25 800 \$	47 696 \$	3 975 \$	0 \$	12		
1987		24 113 \$ *	25 900 \$	48 822 \$	4 068 \$	0 \$	12		
1988		25 232 \$ *	26 500 \$	49 931 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1989		26 101 \$ *	27 700 \$	49 413 \$	4 118 \$	0 \$	12		
1990		27 332 \$ *	28 900 \$	49 595 \$	4 133 \$	0 \$	12		
1991		29 954 \$ *	30 500 \$	51 501 \$	4 292 \$	0 \$	12		
1992		31 250 \$ *	32 200 \$	50 893 \$	4 241 \$	0 \$	12		
1993		31 782 \$ *	33 400 \$	49 900 \$	4 158 \$	0 \$	12		
1994		32 751 \$ *	34 400 \$	49 926 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1995		36 900 \$	34 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 005 \$	12		
1996		33 333 \$ *	35 400 \$	49 378 \$	4 115 \$	0 \$	12		
1997	17 841 \$	5 967 \$ *	35 800 \$	8 740 \$	728 \$	0 \$	12	12	8 740 \$
1998	21 816 \$	0 \$ *	36 900 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12	12	0 \$
1999	9 636 \$	15 110 \$ *	37 400 \$	21 186 \$	1 766 \$	0 \$	12		
2000	9 790 \$	14 750 \$ *	37 600 \$	20 572 \$	1 714 \$	0 \$	12		
2001	10 035 \$	14 391 \$ *	38 300 \$	19 704 \$	1 642 \$	0 \$	12		
2002	10 336 \$	14 599 \$ *	39 100 \$	19 580 \$	1 632 \$	0 \$	12		
2003	10 501 \$	15 016 \$ *	39 900 \$	19 735 \$	1 645 \$	0 \$	12		
2004	10 838 \$	15 225 \$ *	40 500 \$	19 714 \$	1 643 \$	0 \$	12		
2005	11 022 \$	15 538 \$ *	41 100 \$	19 825 \$	1 652 \$	0 \$	12		
2006	11 275 \$	15 851 \$ *	42 100 \$	19 744 \$	1 645 \$	0 \$	12		
2007	11 512 \$	16 163 \$ *	43 700 \$	19 396 \$	1 616 \$	0 \$	12		
2008	11 742 \$	16 685 \$ *	44 900 \$	19 487 \$	1 624 \$	0 \$	12		
2009	12 036 \$	17 728 \$ *	46 300 \$	20 079 \$	1 673 \$	0 \$	12		
2010	12 084 \$	18 770 \$ *	47 200 \$	20 854 \$	1 738 \$	0 \$	12		
2011	12 289 \$	19 813 \$ *	48 300 \$	21 511 \$	1 793 \$	0 \$	12		
2012	12 634 \$	20 126 \$ *	50 100 \$	21 066 \$	1 756 \$	0 \$	12		
2013	12 861 \$	20 647 \$ *	51 100 \$	21 188 \$	1 766 \$	0 \$	12		
2014	12 977 \$	21 169 \$ *	52 500 \$	21 145 \$	1 762 \$	0 \$	12		
2015	13 210 \$	21 586 \$ *	53 600 \$	21 119 \$	1 760 \$	0 \$	12		
2016	12 255 \$	20 169 \$ *	54 900 \$	19 266 \$	1 751 \$	0 \$	11		
<b>Totaux</b>				<b>1 400 469,73 \$</b>		<b>3 005,16 \$</b>	<b>564</b>	<b>85</b>	<b>75 983,32 \$</b>

Rente de base (25%):	691,28 \$
Rente supplémentaire 1 (8,33%):	230,33 \$
Rente supplémentaire 2 jusqu'à 114% MGA (33,33%):	2,09 \$
<b>Rente totale:</b>	<b>923,70 \$</b>

\* Indique que les revenus de travail n'ont pas atteint le MGA du régime de base pour l'année.

# Correspond au maximum des gains admissibles pour les mois cotisables.

### Exemple 10 : travailleuse avec accident du travail occasionnant l'inemployabilité Historique d'emploi instable en début de carrière

Année	IRR (CNESST)	Revenus de travail admissibles	Maximum des revenus de travail (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus de travail annuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Revenus mensuels ajustés (régimes de base et supplémentaire 1)	Excédent de 100% à 114% du MGA ajustés (régime supplémentaire 2)	Mois de période cotisable	Mois retranchés 15% (régime de base)	Revenus de travail retranchés: 15% (régime de base)
1969		100 \$ *	5 200 \$	1 008 \$	1 008 \$	0 \$	1	1	1 008 \$
1970		1 600 \$ *	5 300 \$	15 831 \$	1 319 \$	0 \$	12	12	15 831 \$
1971		1 700 \$ *	5 400 \$	16 509 \$	1 376 \$	0 \$	12	12	16 509 \$
1972		0 \$ *	5 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12	12	0 \$
1973		1 900 \$ *	5 900 \$	16 887 \$	1 407 \$	0 \$	12	12	16 887 \$
1974		2 500 \$ *	6 600 \$	19 864 \$	1 655 \$	0 \$	12		
1975		2 400 \$ *	7 400 \$	17 008 \$	1 417 \$	0 \$	12		
1976		3 500 \$ *	8 300 \$	22 113 \$	1 843 \$	0 \$	12		
1977		4 100 \$ *	9 300 \$	23 119 \$	1 927 \$	0 \$	12		
1978		4 600 \$ *	10 400 \$	23 195 \$	1 933 \$	0 \$	12		
1979		6 702 \$ *	11 700 \$	30 039 \$	2 503 \$	0 \$	12		
1980		9 100 \$ *	13 100 \$	36 428 \$	3 036 \$	0 \$	12		
1981		12 700 \$ *	14 700 \$	45 305 \$	3 775 \$	0 \$	12		
1982		16 500 \$	16 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1983		18 500 \$	18 500 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1984		20 800 \$	20 800 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1985		23 400 \$	23 400 \$	52 440 \$	4 370 \$	0 \$	12		
1986		23 466 \$ *	25 800 \$	47 696 \$	3 975 \$	0 \$	12		
1987		24 113 \$ *	25 900 \$	48 822 \$	4 068 \$	0 \$	12		
1988		25 232 \$ *	26 500 \$	49 931 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1989		26 101 \$ *	27 700 \$	49 413 \$	4 118 \$	0 \$	12		
1990		27 332 \$ *	28 900 \$	49 595 \$	4 133 \$	0 \$	12		
1991		29 954 \$ *	30 500 \$	51 501 \$	4 292 \$	0 \$	12		
1992		31 250 \$ *	32 200 \$	50 893 \$	4 241 \$	0 \$	12		
1993		31 782 \$ *	33 400 \$	49 900 \$	4 158 \$	0 \$	12		
1994		32 751 \$ *	34 400 \$	49 926 \$	4 161 \$	0 \$	12		
1995		36 900 \$	34 900 \$	52 440 \$	4 370 \$	3 005 \$	12		
1996		33 333 \$ *	35 400 \$	49 378 \$	4 115 \$	0 \$	12		
1997	21 409 \$	0 \$ *	35 800 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
1998	21 816 \$	0 \$ *	36 900 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
1999	22 012 \$	0 \$ *	37 400 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2000	22 364 \$	0 \$ *	37 600 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2001	22 923 \$	0 \$ *	38 300 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2002	23 611 \$	0 \$ *	39 100 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2003	23 989 \$	0 \$ *	39 900 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2004	24 756 \$	0 \$ *	40 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2005	25 177 \$	0 \$ *	41 100 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2006	25 756 \$	0 \$ *	42 100 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2007	26 297 \$	0 \$ *	43 700 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2008	26 823 \$	0 \$ *	44 900 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2009	27 494 \$	0 \$ *	46 300 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2010	27 604 \$	0 \$ *	47 200 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2011	28 073 \$	0 \$ *	48 300 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2012	28 859 \$	0 \$ *	50 100 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2013	29 378 \$	0 \$ *	51 100 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2014	29 643 \$	0 \$ *	52 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2015	30 176 \$	0 \$ *	53 600 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
2016	27 994 \$	0 \$	54 900 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0		
<b>Totaux</b>				<b>1 026 559,67 \$</b>		<b>3 005,16 \$</b>	<b>325</b>	<b>49</b>	<b>50 235,75 \$</b>

Rente de base (25%):	884,35 \$
Rente supplémentaire 1 (8,33%):	180,08 \$
Rente supplémentaire 2 jusqu'à 114% MGA (33,33%):	2,09 \$
<b>Rente totale:</b>	<b>1 066,51 \$</b>

\* Indique que les revenus de travail n'ont pas atteint le MGA du régime de base pour l'année.

# Correspond au maximum des gains admissibles pour les mois cotisables.

